portant sur ce bill plutôt vide et symbolique concernant la prestation des serments d'office uniquement pour indiquer que la Chambre est maîtresse de ses travaux et qu'elle ne se laisse pas guider par le message de Son Excellence. Je dis donc à Votre Honneur que cet argument ne tient pas debout.

En second lieu, je ferai remarquer que si cette affaire de la période des questions orales est au premier plan aujourd'hui, c'est le gouvernement qui a été, hier, à l'origine de cette situation en recourant à ce que je qualifierai de procédé indélicat...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Lambert: ... consistant à convoquer le Parlement et à faire mettre au point et distribuer par Votre Honneur un ordre du jour avec les questions à traiter. Mais le banc ministériel a décidé que le messenger de l'autre endroit viendrait dès que Votre Honneur ferait son entrée à la Chambre. C'est le banc ministériel qui a décidé quand cette intervention aurait lieu, et j'estime ne commettre aucun crime de lèse-majesté ou quelque crime du même genre. Si l'on avait autorisé une période de questions orales hier, comme cela aurait été normal, les pressions qui se font jour aujourd'hui n'auraient pas eu de raison d'être. Sur ce point, je suis d'avis que l'amendement proposé par le député de Winnipeg-Nord-Centre est acceptable, en principe, pour les délibérations de ce jour.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Je dois signaler à la Chambre qu'à mon avis les députés qui ont participé à ce bref débat sur la procédure ont peu parlé de la question de procédure. Ils ont affirmé qu'il conviendrait peut-être aujourd'hui d'avoir une période des questions, qu'il devrait y en avoir une aujourd'hui parce qu'il n'y en a pas eu hier et que le gouvernement se doit de fournir aux députés toutes les occasions voulues de poser des questions et de s'occuper des affaires courantes. Je ferai observer que cela n'a rien à voir avec le point sur lequel j'ai attiré l'attention des députés.

J'ai prétendu, lorsque la question a été soulevée, que l'amendement n'était pas recevable au point de vue de la procédure. Je crois que telle devra être ma décision, car les députés ne m'ont pas été d'un grand secours à cet égard. L'amendement n'est pas une motion de fond et ne peut se rapporter à la motion dont la Chambre est saisie.

En parlant du fond de cette question, des députés ont soutenu que nous devrions procéder comme d'habitude à l'étude des affaires courantes et que la motion du premier ministre avait été présentée en conformité de l'article 43 du Règlement. En toute révérence parler, je ne peux pas accepter cette déclaration. La motion se fonde sur la tradition parlementaire. A mon avis, la motion proposée en est une de cette sorte, et la procédure que nous suivons aujourd'hui se fonde sur un siècle de tradition canadienne et, sans doute, sur une tradition britannique encore bien plus ancienne. Je crois que la présidence se doit de le reconnaître.

Un député a déclaré que nous devrions peut-être modifier cette pratique. C'est possible. Les députés sont libres de croire que, le premier jour de la session, la procédure devrait être modifiée, que nous devrions abolir les motions officielles qui sont présentées et passer ainsi que nous le faisons, sans étude des affaires courantes, à l'examen de l'adresse en réponse au discours du trône. Je crois cependant que l'une des responsabilités de l'Orateur est

[L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest).]

de sauvegarder ces traditions et non de les modifier. Voilà ce que j'entends faire dans ce cas particulier.

Je ne dis pas que la motion ne peut pas être amendée. Cela pourrait se faire. Si on proposait à la présidence un amendement conforme au Règlement, je n'hésiterais pas à le mettre aux voix. Quant à l'amendement proposé par le député de Winnipeg-Nord-Centre, je ne puis l'admettre. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): A la majorité seulement.

(La motion est adoptée.)

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je demande la permission de déposer la liste des titres des divers projets de loi mentionnés dans le discours de Son Excellence. Je demanderais, monsieur l'Orateur, que cette liste figure au hansard d'aujourd'hui.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, nous serions disposés à donner notre assentiment. Toutefois, afin de faciliter l'étude de cette liste, le premier ministre nous dira-t-il si celle-ci indiquera lesquels parmi les bills énumérés sont des reliquats de la dernière ou de l'avant-dernière session?

L'hon. M. MacEachen: Voulez-vous aussi savoir quels bills nous présenterons à la prochaine session?

M. Baldwin: Je voudrais aussi demander au gouvernement, plus précisément au président du Conseil privé, si ces bills seront présentés tout prochainement afin que la Chambre ne soit pas forcée d'attendre, comme durant la dernière session, pour en faire l'étude?

Des voix: Bravo

• (1210)

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, si les adjoints de recherche de l'opposition s'occupaient à des tâches utiles au lieu de chercher des moyens de rompre avec les traditions monarchiques et parlementaires...

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le premier ministre demande la permission de déposer un document et de le faire insérer dans le compte rendu des délibérations d'aujourd'hui. Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

[Note de l'éditeur: Voici la liste susmentionnée]

1. Projet de loi modifiant le Code criminel
2. Projet de loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique de 1867 à 1965
3. Loi modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien
4. Projet de loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
5. Projet de loi modifiant la Loi sur le financement et la garantie des Chemins de fer nationaux du Canada
6. Projet de loi modifiant la Loi sur le crédit agricole
7. Projet de loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé
8. Projet de loi sur la protection de la vie privée
9. Projet de loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces
10. Projet de loi modifiant la Loi sur les explosifs